Nouvelles locales du vendredi 03 avril 2015

@rib News, 03/04/2015 **IA Politique** - Le S^{at} burundais a approuv[©] ce vendredi les noms des gouverneurs de six provinces. Le ministre de l^{Int^{erieur}}, qui ^{ait} all[©] expliquer ^{la} Chambre haute du Parlement la pertinence de ces remplacements, a soulign[©] que trois des six gouverneurs sont remplac^{©s} pour avoir sign[©] la p[©]tition demandant au pr[©]sident de la R[©]publique de ne pas briguer un troisi^{me} mandat. Edouard Nduwimana a estim[©] qu^{ils} se sont ainsi r[©]volt^{©s} contre l^{autorit[©]} du pr[©]sident de la R[©]publique. Ces gouverneurs sont : Tharcice Niyongabo qui remplace Anselme Nyandwi ^a Bubanza, Emmanuel Niyungeko qui remplace Marguerite Ntwengambabaye ^a Muramvya et Laurent Mbonihankuye correspondant de la RTNB ^a Karusi qui remplace Richard Nzokizwanimana ^a Karusi bien que ce dernier avait retir[©] sa signature. D^{autres} gouverneurs remplac^{©s} sont celui de Bururi qui est remplac[©] par Madeleine Bayize et celui de Bujumbura-rural remplac[©] par Emmanuel Masumbuko. Il y a eu aussi approbation du premier gouverneur de la toute nouvelle province de Rumonge qui est Juv[©]nal Bigirimana. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

- Les organisations de la soci[©]t[©] civile de la communaut[©] de l^{Afrique} de l^{Est} viennent d^{adresser} une corr[©] au pr[©]sident tanzanien qui assure actuellement la pr[©]sidence de cette communaut[©] pour lui demander de suivre de pr[©]s la situation politico-s[©]curitaire au Burundi. Selon ces organisations, les statuts constitutifs de la communaut[©] de l^{Afrique} de l^{Est} peuvent ^{tre} viol^{©s} en ce sens que le Burundi peut ^{tre} conduit dans une p[©]riode d^{ins[©]} des d[©]cisions prises par ses dirigeants. Elles estiment aussi que les accords d^{Arusha} et la Constitution du Burundi sont claires en ce qui est des mandats pr[©]sidentiels et que donc cette question ne devrait pas poser de probl^{mes}. Elles ajoutent aussi que les Imbonerakure doivent cesser ^a perturber la s[©]curit[©] des citoyens pour ne pas perturber la paix. Par ailleurs, elles estiment que la distribution des armes ^a la population civile de m^{ame} que des entra[©]nements paramilitaires que ces civils suivent sont de nature ^a mettre la paix en danger. Ainsi donc, elles demandent au pr[©]sident Kikwete de mettre la pression sur le gouvernement de Bujumbura pour qu^{il} prenne des d[©]cisions qui ne mettent pas en p[©]ril la paix ch^{rement} acquise dans le pays de Mwezi Gisabo. Elles ajoutent [©]galement que la pers[©]cution de ceux qui ne veulent pas du 3^{me} mandat de Nkurunziza doit aussi cesser pour laisser la chance ^a la d[©]mocratie de s^{enraciner} d[©]nitivement. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

- La Commission Electorale Nationale Ind[©]pendante (CENI) affirme qu^{elle} ne va pas accorder une prolongation de la p[©]riode d[©]di[©]e ^a la recherche des documents exig^{©s} pour se faire [©]lire. Selon le porte-parole de cette commission, le calendrier [©]lectoral est connu de tout le monde depuis le mois de juillet de l^{ann[©]}e pass[©]e. Ainsi, Prosper Ntahorwamiye ne voit pas l^{opportunit[©]} de prolonger la p[©]riode de collecte des documents n[©]cessaires pour des candidats qui ^{ait} au courant des conditions exig^{©es} il y a de cela une ann[©]e. Il leur demande plut^t de compl[©]ter ce qui leur manque pour ensuite les pr[©]senter dans les d[©]lais qui leur sont impartis. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

- La police indique que les personnes qui ont klaxonn[©] ce jeudi pour r[©]pondre ^a l^{app[©]} lanc[©] par les organisations de la soci[©]t[©] civile qui d[©]noncent une probable candidature de Pierre Nkurunziza ^a la pr[©]sidentielle prochaine ont viol[©] l^{article} 104 du code de la route et qu^{elles} doivent payer une amende de 10.000. Selon le porte-parole de cette institution de la s[©]curit[©] int[©]rieure, le code routier dit que les klaxons sont destin^{©s} ^a [©] un accident quand on est en train de conduire et cela doit se faire dans un petit laps de temps. OPC1 Liboire

Bakundukize pr[©]cise qu^{un} usage abusif est sanctionn[©] par le m^{ame} code comme par exemple ceux qui ont klaxonn[©] pendant un temps long ce jeudi ^a 12h 20 minutes. Selon lui donc, m^{ame} si chacun a la libert[©] de s^{exprimer}, il doit le faire sans violer aucune autre loi en vigueur. Il pr[©]cise que la police a rep[©]r[©] la majorit[©] les v[©]hicules qui ont klaxonn[©] qui ont [©] par la suite saisis ce vendredi matin et qui seront lib[©]r[©]s apr[©]s avoir pay[©] cette amende comme pr[©]vu ^a l^{article} 535 du m^{ame} code. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

IA Justice - L^{ancien} gouverneur de la province de Cibitoke Z[©]phyrin Barutwanayo a pass[©] sa premi^{ere} nuit ^a la prison centrale de Mpimba. Ce signataire de la p[©]tition demandant au pr[©]sident de la R[©]publique de ne pas briguer un 3^{me} mandat ^a la t^{te} du pays avait [©] convoqu[©] par le parquet g[©]n[©]ral pr[©]s la Cour anti-corruption ce jeudi. Apr[©]s son interrogatoire, il a [©] arr[©]t[©] sur le champ et conduit ^a Mpimba le soir de ce jeudi. Il a [©] accus[©] de d[©]tournements de fonds quand il travaillait ^a l^{inspection} g[©]n[©]rale de l[©] proches y voient une mani^{ere} de poursuivre et malmen^{er} ceux qui s^{opposent} au 3^{me} mandat de Nkurunziza. Selon certaines informations en provenance de sa famille, il y aurait m^{ame} un plan de saisir ses biens qui se trouvent dans la province de Cibitoke. [isanganiro/bonesha/rpa]